



Saint Mandé, Le jeudi 26 octobre 2017

## Déclaration des élus CGT au Conseil d'Administration de l'IGN du 27 Octobre 2017

Aujourd'hui, vous, administrateurs, vous apprêtez à voter la mort de l'IGN. Je peux dire « vous », parce que, nous, nous ne la voterons pas. Les budgets, que ce soit le budget rectificatif 2017 ou le budget initial 2018 sont simplement inacceptables, parce qu'ils actent la mort de l'IGN, et ce pour au moins 2 raisons.

D'une part, très factuellement, ces budgets nous étranglent. Inutile de s'appesantir sur le sujet tant c'est évident. On chasse la moindre économie et l'IGN ne peut tout simplement plus faire son travail.

D'autre part, et c'est beaucoup plus grave, ces budgets témoignent de l'absence de vision. Il est d'ailleurs édifiant que la délibération proposée pour le BI2018 évoque déjà le BR à venir, une fois une stratégie élaborée.

Mais qu'avez-vous fait depuis 2 ans (et même un peu plus) ? Où est-il, le rapport d'analyse prospective du CGEDD et de son homologue de l'agriculture ? Le travail nous a été présenté, en juillet, il est assez probable que la version finale en soit proche. Et il s'appuyait sur la seule hypothèse présentée comme garantissant la SURVIE de l'IGN, à savoir la couverture intégrale des coûts des missions de service public par la subvention pour charges de service public.

Il préconisait également un investissement renforcé des tutelles or, franchement, la tutelle « MTES » n'a manifestement pas de vision, la tutelle « budget » ne connaît que le dogme de la réduction des dépenses publiques (quelle vision !) et seule l'agriculture a pris la peine d'apprendre à travailler avec l'IGN... et en profite bien aujourd'hui, ce qui montre que la situation peut être vertueuse (c'est aussi le cas de la Défense, sous une forme différente – mais pour combien de temps ?). Et sur cette base-là, que voit-on ? Une énième diminution de subvention, et... pas d'avenir !

Et pourtant, la situation est beaucoup moins compliquée que le brouillard savamment entretenu ne pourrait le laisser croire. Il suffit de faire des choix.

Que voulez-vous ?

L'open data est un enjeu, que ce soit sur le plan *économique*, en favorisant le développement de services par des tiers, ou *politique* ? Assumez-le ! Faites que l'IGN dispose des ressources nécessaires pour entretenir des référentiels faisant autorité, en open data ! Ou alors, c'est le budget qui est important ? Alors cessez de prôner l'open data, ce qui met l'IGN dans une situation intenable.

Pourquoi est-ce à l'IGN (mais je dirais que « les autres » le subissent aussi) d'assumer la schizophrénie de l'Etat ? Il ne s'agit pas de ne pas prendre notre part d'effort, il s'agit de considérer un effort global, collectif, plutôt que n efforts individuels.

Je prends un exemple : la direction du cadastre, à la DGFIP, entretient le cadastre. Comme les autres, on va lui demander un effort et lui imposer de réduire ses dépenses de 2, ou 6%, ça dépend des jours. A force, elle ne pourra plus « bien » entretenir le cadastre. L'IGN travaille aussi sur le cadastre, il fait la BD Parcellaire, c'est une composante du RGE, c'est inscrit au décret, ça rigole pas. Et vous demandez à l'IGN de réduire ses dépenses. Et donc ça coince, ou ça va coincer. Cerise sur le gâteau, le cadastre est aujourd'hui diffusé par... data.gouv, donc le SGMAP, absent autour de la table

aujourd'hui. Le SGMAP a donc mis une infrastructure en place... alors que geoportail.gouv existe déjà et est fait pour ça ! Bon, apparemment, au SGMAP, ils ne sont pas concernés par les restrictions budgétaires. Et le dit SGMAP, quand on lui demande pourquoi il ne passe pas par le Geoportail, répond (c'est une vraie citation, j'espère que vous êtes bien assis) : « tant qu'on sait résoudre nos problématiques à notre échelle, autant le faire ». Ne croyez-vous pas qu'en travaillant ENSEMBLE, on travaillerait mieux et que ces 2% (et sans doute même 6%), on les trouverait « facilement » ? Je crois que c'est le sens de la lettre du 1<sup>er</sup> ministre « CAP 2022 » et encore, elle est adressée à chaque ministre alors que là, il faudrait une réflexion interministérielle. Mais, en attendant, pourquoi faire n'importe quoi ?

Il est assez probable que l'IGN doit (encore !) se transformer. Oui, l'IGN a des faiblesses, qui sont autant d'opportunités. Le rapport pointe la faible prise en compte des stratégies collaboratives ? Les outils ont été développés, le sujet est aujourd'hui bien pris en main et... l'IGN animera une journée utilisateurs sur le sujet dans 3 semaines. Oui, l'IGN est assez absent des perspectives sur la très grande échelle, en dépit des vœux pieux du précédent COP. Et pourtant... il sait faire ! Il sait spécifier, il sait produire ou faire produire, il sait, avec le Geoportail, diffuser dans d'excellentes conditions. Là aussi, YAKA décider. En réfléchissant.

Vous avez perdu du temps, en refusant de construire cette vision pour l'avenir de l'IGN. Mais pour autant, ça n'est pas aux personnels d'en subir les conséquences et, surtout, vous ne pouvez, vous, en votant ces budgets ce matin, obérer l'avenir de l'IGN. Réfléchissez et ne vous laissez pas enfermer dans un carcan dogmatique. Que voulez-vous pour l'IGN ? Et que voulez-vous de l'IGN ? Quels sont les besoins, les attentes ?

Nous souhaitons remettre les choses dans l'ordre : il faut d'abord définir les orientations stratégiques de l'établissement !